



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Iran

Perspectives 2019



Réunion à la salle Colbert
de l'Assemblée nationale

Le 21 février 2019

C.P.I.D.

Présidente

Michèle
de VAUCOULEURS
Députée des Yvelines

Vice-présidents

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

Yannick FAVENNEC
Député de la Mayenne

Philippe GOSSELIN
Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC
Député de l'Ardèche

Membres

Sophie AUCONIE
Députée d'Indre-et-Loire

Pierre-Yves BOURNAZEL
Député de Paris 18^e

Jean-Michel CLEMENT
Député de la Vienne

Yves DANIEL
Député de la Loire-Atlantique

Éric Diard
Député des Bouches-du-Rhône

Jean-Paul DUFREGNE
Député de l'Allier

Patricia GALLERNEAU
Députée de la Vendée

Jacques KRABAL
Député de l'Aisne

Sonia KRIMI
Députée de la Manche

Constance LE GRIP
Députée des Hauts-de-Seine

Olivier MARLEIX
Député d'Eure-et-Loir

Bertrand PANCHER
Député de la Meuse

Bérengère POLETTI
Députée des Ardennes

François PUPPONI
Député du Val d'Oise

Frédéric REISS
Député du Bas-Rhin

Hubert WULFRANC
Député de la Seine-Maritime

Communiqué

IRAN: perspectives 2019 Colloque du CPID à la salle Colbert

Le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID) est constitué par des députés de différents groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale partageant le souhait de voir instaurer en Iran une démocratie laïque et pluraliste.

A l'occasion d'un colloque le jeudi 21 février 2019 qui s'est tenu dans la salle Colbert du Palais Bourbon, le CPID a reçu Mme Maryam Radjavi, la Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) et d'autres personnalités de renom comme Sid Ahmed Ghazali, ancien Premier ministre d'Algérie, Ingrid Betancourt, Tahar Boumedra, juriste et ancien expert de l'ONU pour les droits humains, ainsi que François Colcombet, ancien député et magistrat, afin qu'ils fassent part de leurs analyses sur la situation en Iran et les perspectives en 2019 de la crise profonde qui perdure dans ce pays depuis les soulèvements qui ont secoué le pouvoir théocratique l'année dernière.

La séance a été ouverte par André Chassaigne, vice-président du CPID, qui a souligné que « la communauté internationale doit soutenir le peuple iranien. Il faut faire parvenir les crimes contre l'humanité de ce régime au Conseil de sécurité de l'ONU ». La présidente du CPID, Michèle de Vaucouleurs est intervenue pour conclure la réunion en rappelant le bilan des travaux du comité depuis sa reconstitution sous l'actuelle législature. Elle a rappelé sa participation avec le vice-président du CPID, Philippe Gosselin, au grand rassemblement du CNRI le 30 juin dernier à Villepinte en précisant qu'« au-delà des pressions diplomatiques de Téhéran pour empêcher ce rassemblement, ce dernier a fait l'objet d'une tentative d'attentat terroriste déjoué par les services français et européens (...) un régime qui ne peut tolérer une manifestation pacifique à des milliers de kilomètres de ses frontières n'est bien évidemment pas démocratique. » Hervé Saulignac, vice-président du CPID, a précisé la spécificité de la position du CPID, la distinguant ainsi d'un groupe d'amitié ayant plutôt vocation à travailler avec les institutions du pouvoir en place : « Le rôle de la France, si elle veut être à la hauteur de son histoire, si elle veut être digne de ce qui fait la force de sa culture, c'est d'être aux côtés du peuple iranien. Nous devons placer au-dessus de toute autre considération les souffrances du peuple iranien ».

D'autres membres du CPID, Frédéric Reiss (LR), Sophie Auconie (UDI) et Sonia Krimi (LREM), ont pris la parole pour rappeler la diversité des opinions des parlementaires engagés au sein de ce comité, ainsi que la convergence de ces opinions vers la défense des droits humains en Iran et notamment le respect de l'égalité des femmes et des hommes, bafoués par le régime misogyne au pouvoir dans ce pays.

A l'occasion de sa présence à l'Assemblée nationale, Ingrid Betancourt a lancé un appel solennel aux élus de la nation : « je vous demande à vous qui parlez au nom des Français, de prendre la voix du peuple français pour poser les bonnes questions, celles de dire : jusqu'à quand allons-nous continuer de croire que notre seul interlocuteur légitime est la tyrannie des mollahs ? »

pour le CPID
Michèle de Vaucouleurs



Philippe Gosselin, (LR), Vice-président du CPID

Note d'introduction

En reconstituant le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID), en début de cette XV^e législature, nous avons la conviction de porter, en France et au sein de l'Assemblée nationale, la voix d'un grand peuple et ses aspirations à la liberté et une vraie démocratie, au-delà de nos sensibilités politiques. Cela a toujours été l'objectif du Comité, dans la continuité du rôle du CPID depuis trois législatures.

Aujourd'hui, engagé avec ma collègue Michèle de Vaucouleurs, présidente du CPID, nous sommes quatre vice-présidents issus de l'opposition qui travaillons ensemble pour faire avancer ces objectifs plus que jamais d'actualité. Car la défense des libertés fondamentales et les principes républicains dans un pays où elles sont bafouées et desurcroît en dialogue diplomatique avec la France, surmonte les clivages politiques franco-français.

Le CPID se distingue du rôle d'un groupe d'amitié. Celui-ci, traditionnellement, a pour mission de travailler de façon assez institutionnelle en général, avec le pouvoir en place. Nous voulons et allons plus loin, de façon différente. Nous pensons ainsi,

et nous le redisons sans cesse, que les violations graves et massives des Droits de l'Homme – et particulièrement des femmes – en Iran, dénoncées par l'ONU, doivent être condamnées sans complaisance.

Le 30 juin dernier, présent avec une délégation du CPID, menée par sa

“ Il est temps que nos autorités entendent aussi la voix de ce grand peuple iranien, en quête de démocratie et de séparation de la religion et de l'Etat .”

présidente, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées à Villepinte à l'appel du Conseil national de la Résistance iranienne, je déclarais : « Il y a bien un régime dont le rôle est ambigu et qui déstabilise la région : c'est le régime iranien. Le programme des missiles balistiques participe à cette déstabilisation. L'Iran beaucoup bougé ces derniers temps, il faut qu'il bouge encore. »

Nous ignorions à ce moment que

ce meeting était la cible d'un attentat terroriste préparé par les services iraniens et déjoué par un formidable travail de coordination des services européens. La France a adopté des mesures punitives contre le ministère des Renseignements iraniens et expulsé un diplomate en lien avec cet attentat. Un autre diplomate iranien est actuellement en prison et interrogé par la Police fédérale belge pour les mêmes raisons.

Depuis juin dernier, depuis ce grand rassemblement, les temps nous ont donné raison. La situation intérieure de l'Iran, secoué par des mouvements d'émeutes et de protestations nombreuses en 2018 dus à une crise profonde, notamment sociale et économique, est en passe de devenir une crise politique à la tête de l'Etat. A terme, se pose évidemment, bien des questions sur son avenir.

Il est temps que nos autorités entendent aussi la voix de ce grand peuple iranien, en quête de démocratie et de séparation de la religion et de l'Etat, indépendamment des relations entretenues avec la théocratie au pouvoir.

C'est l'avenir de deux grandes nations qui est en jeu.



Michèle de Vaucouleurs (MD), Présidente du CPID

“Le CPID a choisi de se mettre aux côtés du peuple iranien, des femmes victimes de discriminations misogynes, des jeunes opprimés, des oppositions qui voient leurs droits démocratiques réprimés.”

Je souhaite dire que notre nouveau comité parlementaire reformé en début de cette législature a fait un chemin assez conséquent en deux ans.

En février 2018, nous avons invité Mme Radjavi à un atelier avec les membres du CPID. Un an après le CPID a élargi son champ et s'est mobilisé pour ce colloque ici, salle Colbert, avec de nombreux invités, dont je remercie la présence et également la qualité des interventions.

Aujourd'hui entre ces deux événements, notre expérience a été très riche. Nous avons pu organiser le nouvel an iranien à la questure ce qui nous a permis de faire connaître la culture iranienne, l'art, la musique, l'artisanat et la merveilleuse cuisine iranienne. Nous avons également pu, pour certains d'entre nous, rendre visite aux victimes et aux témoins des violations des droits de l'homme en Iran à Conflans-Sainte-Honorine. Ça a été pour chacun d'entre nous des moments assez éprouvants et émouvants et très instructeurs de ce qu'ont pu vivre les gens dans leur chair et dans leur âme.

Nous avons bien sûr, pour moi c'était ma deuxième participation, rejoint le rassemblement de Villepinte. J'étais cette année aux côtés de Philippe Gosselin. J'étais l'année d'avant toute nouvelle élue. Aux côtés de plusieurs dizaines de parlementaires venus de l'Union européenne, des USA, du Canada, de l'Australie et des pays arabes. C'est le lieu pour voir qu'effectivement derrière ces énergies, il y a un soutien international à cette solution qui nous est proposée.

Quelques jours avant cet événement

de Villepinte, nous avons adressé au président de la République un courrier pour protester contre les pressions de Téhéran qui souhaitent empêcher la tenue de ce meeting. La présidence de la République nous a répondu en rappelant la détermination du chef de l'Etat à veiller au respect des principes démocratiques et des droits de l'homme en Iran ainsi qu'à la préservation de la liberté d'expression sur notre territoire qui ne saurait être remise en cause.

Au-delà des pressions diplomatiques, ce rassemblement, vous le savez, a fait l'objet d'une tentative d'attentat terroriste. Un régime qui ne peut pas tolérer une manifestation pacifique à des milliers de kilomètres de ses frontières, n'est bien évidemment pas démocratique.

Prendre la mesure du CNRI

J'ai également rencontré Madame Maryam Radjavi en tête-à-tête à Auvers-sur-Oise. Cet échange a été l'occasion notamment de prendre la mesure de l'organisation du CNRI. Le CNRI ne vise pas à s'accaparer le pouvoir, mais bien à rendre le pouvoir au peuple iranien. C'est pourquoi il s'est structuré afin de pouvoir former dès la chute du régime, un gouvernement provisoire sur une période de six mois maximum afin de former une Assemblée nationale constituante et législative par des élections au suffrage universel direct et secret.

Le CPID a choisi de se mettre aux côtés du peuple iranien, des femmes victimes

de discriminations misogynes, des jeunes opprimés, des oppositions qui voient leurs droits démocratiques réprimés. Bref de défendre les valeurs républicaines et les principes fondamentaux des droits humains.

L'impératif démocratique

Contrairement à d'autres qui tendent à réduire la problématique iranienne à l'accord sur le nucléaire et au commerce avec l'Iran des mollahs, nous pensons que l'impératif démocratique doit prédominer les échanges avec l'Iran. Les procès inéquitables, les actes de torture, les exécutions, les discriminations et les restrictions de libertés ne sont plus acceptables.

En 2019, nous poursuivons nos actions avec encore plus de détermination et de vigueur.

J'ai bien entendu l'appel de M. Boumedra à appuyer la demande d'une commission d'enquête sur les massacres de 1988 et je ne manquera pas de solliciter l'approbation des membres du CPID sur ce point.

Nous espérons que cette année sera riche en changements pour l'Iran et que les Iraniens verront leurs droits enfin reconnus. Je compte sur vous tous, les parlementaires, et vous tous en votre qualité et titre, sur votre engagement pour faire entendre dans le débat public français le souffrance du peuple iranien.

“Le CNRI ne vise pas à s'accaparer le pouvoir mais bien à rendre le pouvoir au peuple iranien. C'est pourquoi il s'est structuré afin de former dès la chute du régime, un gouvernement provisoire sur une période de six mois afin de former une Assemblée constituante et législative.”



André Chassaigne (GDR), Vice-président du CPID

l'homme.

Une situation gravissime

L'Iran continue de détenir le triste record mondial d'exécutions par nombre d'habitants. L'accession à la présidence de M. Rohani réélu en 2017 n'a malheureusement rien changé à la donne. Je pourrais même dire que la situation s'est aggravée.

Les chiffres que je donne font froid dans le dos. Entre 2013 et 2019, plus de 3600 personnes ont été exécutées, soit plus d'une exécution par jour en moyenne, le plus souvent par pendaison. Je pense qu'on peut avoir une pensée pour toutes les victimes de ce pouvoir.

Parmi les suppliciés, on compte un nombre important d'intellectuels, d'opposants, de féministes et de

J'ai le privilège d'être dans ce comité depuis mon élection en 2002. D'ailleurs je ne suis pas le seul, d'autres députés étaient présents en 2002, d'autres nous ont rejoints depuis. C'est un comité qui fonctionne bien, et je peux dire que pour nous, c'est un honneur, c'est une forme de fierté d'accompagner le peuple iranien dans ses combats et d'accompagner le Conseil national de la Résistance iranienne avec sa présidente dans vos combats.

Notre comité regroupe des représentants de tous les groupes parlementaires. Nous pouvons nous affronter sur des questions. Mais nous convergions sur la question de l'Iran et du devenir du peuple iranien. Ce sont les propos que je voulais vous dire dans une première introduction.

L'Iran, malgré sa culture d'une extrême richesse, ouverte sur le monde, est très largement rejeté internationalement. On le doit malheureusement à son régime totalitaire condamné pour de multiples violations des droits humains et pour l'exportation du terrorisme.

Ma première pensée va au peuple iranien. 80 millions de citoyens assiégés, dont plus de la moitié a moins de 30 ans. Un peuple qui lutte pour nourrir ses familles dans un contexte terrible de pannes d'électricité, de pénurie d'eau, de hausses de prix alimentaires. Une hausse des prix qui a dépassé 50%. La situation est gravissime au niveau social, mais elle l'est aussi sur la question des droits de

**“ Un régime qui détient
un record mondial
d'exécutions par rapport
à sa population.
De 2013 à 2019,
3600 personnes ont été
exécutées, soit une
personne par jour. ”**

défenseurs des droits de l'homme.

Des condamnations à mort sont prononcées lors de procès inéquitables et en dehors de toute procédure régulière. La nouvelle résolution de l'ONU est venue une fois de plus confirmer l'ampleur avec laquelle le régime bafoue les droits fondamentaux du peuple iranien dans les domaines politiques sociaux et économiques.

La résolution de l'ONU souligne la fréquence alarmante de recours à la peine de mort notamment contre les mineurs, le recours généralisé et systématique à la détention arbitraire, les mauvaises conditions carcérales, notamment le refus délibéré d'accès des détenus à des

traitements médicaux adéquats et les cas de décès suspects de détenus sous la torture.

Le 24 janvier 2019, Amnesty International a révélé de nouveaux chiffres stupéfiants sur l'ampleur de la répression orchestrée par les autorités iraniennes en 2018. Au cours de l'année 2018 suite aux manifestations, plus de 7000 manifestants, étudiants, journalistes, militants, écologistes, travailleurs et travailleuses, défenseurs des droits humains, y compris des avocats, des avocates, des défenseurs des droits des femmes et des droits des minorités, des syndicalistes, ont été arrêtés souvent arbitrairement. Des centaines ont été condamnés à des peines d'emprisonnement ou de flagellation et au moins 26 manifestants ont été tués. Neuf personnes arrêtées dans le contexte des manifestations sont mortes en détention dans des conditions suspectes en Iran.

L'année de la honte

2018 restera dans les mémoires, comme l'année de la honte. Tout au long de l'année, les autorités ont tenté d'étouffer tout signe de dissidence en intensifiant la répression des droits aux libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique et en arrêtant de nombreux manifestants. Au moins 278 routiers ont été arrêtés et certains ont été menacés de la peine de mort après avoir participé à des grèves nationales en faveur de meilleures conditions de travail et d'une hausse de salaire.

J'ai d'ailleurs un document révélateur daté du 31 janvier 2019. C'est un communiqué de presse commun de grands syndicats français : la CFDT, la CGT, FO, FSU et Solidaires. C'est un communiqué qui dénonce l'aggravation de la situation générale des salariés iraniens, qui cite des cas concrets, qui évoque l'immense répression contre le mouvement syndical iranien et qui se termine avec cet appel des syndicats français : "nous condamnons avec force ces actes insupportables et appelons le régime iranien à respecter les conventions internationales ratifiées

par son gouvernement. Nous exigeons la libération sans condition et sans délai de tous les syndicalistes, enseignants et activistes arrêtés. L'utilisation de la torture doit être bannie."

Je voulais faire le relais de ce communiqué qui me semble extrêmement important. Début 2018, l'Iran a été balayé par des manifestations contre la dictature à l'échelle nationale et le monde entier a observé que ces manifestations se sont poursuivies jusqu'en 2019, certes avec moins de couverture médiatique. Ce mouvement de protestation continue, c'est le plus important jamais vu en Iran depuis le soulèvement de 2009 ou peut-être même la révolution de 1979. Il a ébranlé le régime et indique que le pays est sur le point de connaître un changement social d'envergure.

Un régime vulnérable

Cela a montré que le régime iranien est très vulnérable à l'intérieur et que tout peut changer rapidement. Les échecs du régime sur tous les fronts, notamment

" La communauté internationale doit soutenir le peuple iranien. La France doit lutter à ses côtés. Il faut faire parvenir les crimes contre l'humanité de ce régime au Conseil de sécurité de l'ONU. "

le soutien coûteux à une intervention militaire étrangère et aux groupes terroristes, ont fait que plus de 80% des Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté ce qui a provoqué ces manifestations de masse. C'est le régime qui est responsable de la crise qui frappe aujourd'hui l'Iran. Face à la répression systématique et implacable de la République islamique, la France, patrie des droits de l'homme, ne peut rester silencieuse.

Notre pays doit se tenir aux côtés du peuple iranien et soutenir ses aspirations à la liberté et la démocratie. C'est la raison pour laquelle nous exhortons, quelles que soient nos sensibilités politiques, le président français à condamner fermement et sans réserve

le durcissement du régime des mollahs qui rend coupable quotidiennement de violations graves et massives des droits de l'homme. En conséquence, la communauté internationale doit renvoyer le dossier des crimes du régime islamiste au Conseil de sécurité de l'ONU et reconnaître le droit du peuple iranien de résister à l'oppression.

Je terminerai en vous disant que vous pouvez compter sur nous, les députés et sénateurs du Parlement français. Quelle que soit notre sensibilité politique, nous resterons à vos côtés, nous resterons mobilisés. Ce que l'on espère, c'est que très rapidement, nous aurons l'occasion de nous rendre en Iran et là ce sera le bonheur.





Hervé Saulignac (PS), Vice-président du CPID

Mon rôle de représentant du peuple consiste à dire que dans le monde, il y a encore des régimes dont l'intelligence peine même à imaginer ce qu'il peuvent commettre sur leur propre peuple. Le temps où je resterai député français j'en consacrerai une partie non seulement à dénoncer ce qui se passe, mais à dire combien cette grande nation qui est la France doit par son message de solidarité faire perdurer l'espoir chez celles et ceux qui se mobilisent.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil national de la Résistance iranienne, je veux vous dire combien j'ai observé avec un œil particulier l'année 2018, parce que j'ai vu tous ces mouvements sociaux, ces contestations du régime qui ont été plus importantes que jamais en Iran.

A cet égard, je voudrais saluer le rôle éminemment courageux des femmes qui en Iran au péril de leur vie sont descendues dans la rue pour dire combien elles aspiraient pour elles-mêmes et pour leur peuple, à une liberté dont elles ont été privées. Je veux rendre hommage à cette jeunesse d'Iran qui, aussi au péril de sa vie, utilise les réseaux sociaux pour lancer au monde les appels à secours qui aujourd'hui commencent à être entendus.

Des projets terroristes

J'en veux pour preuve et j'y vois un signe d'espoir, que l'Union européenne a imposé le 5 janvier des sanctions aux

services iraniens de renseignement et à deux de leurs responsables. Elle intervient alors que les Pays-Bas ont accusé pour la première fois Téhéran d'être impliqué dans le meurtre de deux dissidents sur le sol néerlandais en 2015 et en 2017. Sur la base d'informations émanant des services de renseignement de plusieurs pays européens, l'Union européenne aujourd'hui dit ouvertement qu'il est très probable que l'Iran ait été impliqué dans des meurtres et des complots sur le territoire européen. C'est un signe lorsqu'un pays, qui a instauré un tel régime, commence à porter le combat ailleurs, vers d'autres côtés sur le sol européen.

Une nécessité d'exigence

Le ministère français des Affaires étrangères s'est félicité des mesures prises par Bruxelles. Jugeant les services de renseignement iraniens responsables notamment de l'organisation du projet d'attentat qui a été déjoué le 30 juin 2018 à Villepinte contre un rassemblement du Conseil national de la résistance iranienne et peut-être à cet égard, avons-nous échappé au pire, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a dit que "l'attentat déjoué à Villepinte confirme la nécessité d'une approche exigeante dans nos relations avec l'Iran".

La question est de savoir quel est le sens que nous accordons à ce terme. Mais je peux dire que le pays a fait sien cette nécessité d'approche exigeante et la parole que nous portons, la parole que portent les parlementaires, ceux du Sénat comme ceux de l'Assemblée, vise à rappeler cette nécessité d'exigence pour la France et pour d'autres nations européennes.

Le Quai d'Orsay quant à lui, a indiqué que le temps était venu pour que l'Union européenne adopte une position ferme et vigoureuse contre tous les agissements criminels en procédant notamment à l'expulsion des agents iraniens sur le sol européen. On voit bien qu'aujourd'hui le régime utilise

des diplomates dans les phases pré-opérationnelles ou opérationnelles qui précèdent des attentats terroristes. Et si le régime en est tenu à utiliser son réseau de diplomates, c'est précisément parce que les initiatives de la Résistance se multiplient partout. 2019 devra être une année déterminante pour celles et ceux, en France ou évidemment en Iran, qui à aucun moment ne doivent perdre l'espoir.

“ Le rôle de la France, si elle veut être à la hauteur de son histoire, si elle veut être digne de ce qui fait sa culture et la force de sa culture, c'est d'être aux côtés du peuple iranien.”

Notre parole doit porter davantage

Ce qui signifie peut-être mes chers collègues, et là je m'adresse aux députés et aux sénateurs, que non seulement votre parole ne doit pas faiblir, mais qu'en 2019 notre parole doit plus encore porter que dans le passé.

Le rôle de la France, si elle veut être à la hauteur de son histoire, si elle veut être digne de ce qui fait sa culture et la force de sa culture, c'est d'être aux côtés du peuple iranien. Nous devons placer au-dessus de toute autre considération, les souffrances du peuple iranien et si nous parvenons à adresser ce message, inlassablement au peuple iranien, c'est pour qu'il sache qu'il n'est pas seul, pour qu'il sache que dans le monde, une solidarité existe, pour qu'il sache que la liberté finit toujours par triompher et que les parlementaires français, tant que cette liberté n'aura pas triomphé, continueront à se mobiliser.



Maryam Radjavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne

Je remercie le Comité parlementaire pour un Iran démocratique d'avoir organisé ce colloque. Je remercie aussi le comité pour ses positions éclairées sur les problèmes de l'Iran.

A la mi-février, les regards se sont tournés vers l'Iran. Le régime a célébré ses 40 ans dans une situation où aux yeux des observateurs, et passeulement de l'opposition, jamais la théocratie n'a été aussi instable. Le renversement demandé par le peuple iranien n'a jamais été aussi à portée de la main. Les illusions sur la modération du régime ne sont jamais revélées aussi chimiques.

Regardons le bilan de la présidence de Rohani :

- des milliers d'exécutions,
- plusieurs massacres à Achraf et Liberty en Irak où se trouvaient les membres des Moudjahidine du peuple, l'OMPI.
- les richesses de l'Iran dilapidées dans les guerres au Moyen-Orient,
- des opérations terroristes du ministère des Renseignements sous ses ordres,
- et le programme de missiles des pasdaran.

Tout cela a jeté la majorité de la société iranienne dans la misère.

Recours au terrorisme

Pendant longtemps, les défenseurs de la politique de complaisance ont essayé de séparer le bilan de Rohani de celui du guide suprême des mollahs. Mais l'été dernier, Rohani a mis fin à toutes ces illusions. Le ministère du

Renseignement, qui est sous ses ordres, a chargé ses diplomates d'exécuter une opération terroriste de grande ampleur contre le rassemblement du Conseil national de la Résistance iranienne à Villepinte. Les sanctions de la France et de l'Union Européenne contre le ministère du Renseignement ont confirmé que c'était bien le gouvernement de Rohani qui avait exécuté ce plan.

Le régime a échoué, mais il n'a pas abandonné et s'est lancé dans de nouveaux complots :

- une tentative d'attentat terroriste au Danemark,
- un projet d'espionnage et d'attentat terroriste contre des membres de la Résistance aux Etats-Unis,
- de l'espionnage dans l'armée allemande,
- et une agression contre un sympathisant de la résistance à Berlin.
- Avant cela, en mars 2018, une tentative d'attentat neutralisée contre un autre rassemblement de l'OMPI en Albanie.

Les mollahs ont un extrême besoin de relations politiques et économiques avec l'Europe. Malgré cela ils ne peuvent pas renoncer au terrorisme en Europe.

Ils ont entendu la France et l'Union européenne appeler à l'arrêt du programme de missiles balistiques. Mais le 11 février, Rohani a déclaré :

« Nous n'avons demandé et ne demanderons à personne la permission de fabriquer toute sorte de missiles. »

Pourquoi les mollahs suivent-ils cette politique ? Parce qu'ils sont plus faibles qu'on ne le croit et qu'ils ne connaissent pas d'autre solution que de réprimer et de fomenter des crises.

L'émergence d'une force nouvelle

Depuis décembre 2017, des révoltes et des manifestations dans tout le pays ont déstabilisé le régime.

On peut voir une tension croissante au sein du pouvoir en raison de la chute

de l'exportation de pétrole, la chute des revenus du régime, la fuite des capitaux à l'étranger, la monnaie qui a perdu un tiers de sa valeur, une inflation à 40%, une récession économique de 4%, et le taux de chômage à 40%. C'est la situation économique de l'Iran aujourd'hui, c'est comme un édifice qui s'effondre. Malgré cela, le prochain budget militaire et sécuritaire a augmenté.

Cependant, il faut noter l'émergence d'un développement important. Une force peignée d'énergies est levée contre les mollahs à travers le pays. Cette force ce sont les foyers de révolte, les unités de résistance. Des unités composées de membres et de sympathisants de la Résistance iranienne issus de la jeune génération éprise de liberté. C'est la même génération qui a déclenché le soulèvement de décembre 2017 et qui le perpétue. Au cours de l'an dernier, les unités de résistance ont étendu leurs activités à des dizaines d'autres villes. Elles sont l'espoir du peuple iranien.

“ La chute des revenus du régime, la fuite des capitaux, la monnaie qui a perdu un tiers de sa valeur, une inflation à 40%, une récession économique de 4%, et le taux de chômage à 40%. C'est la situation économique de l'Iran aujourd'hui.”

Une campagne de fake news

Que font les mollahs face à ce danger ? En plus du terrorisme, ils diffusent en boucle des mensonges contre la Résistance. Regardez le journal gouvernemental « Siassat-e-Rouz » du 9 décembre 2018. Les mollahs y ont

poussé le mensonge jusqu'à dire que le président Macron avait chargé l'OMPI de réprimer les gilets jaunes. En 1991, ils utilisaient le même mensonge en Irak en disant que l'OMPI réprimait les chiïtes et les Kurdes à la demande du gouvernement de l'époque.

En 2018, les mollahs ont diffusé 126 films contre l'OMPI dans les cinémas et à la télévision en Iran. Pourquoi? Parce qu'ils redoutent le rôle de l'OMPI dans le soulèvement.

Avec d'énormes dépenses financières et un réseau de journalistes proches de ministère du Renseignement iranien, le fascisme religieux au pouvoir en Iran essaie d'utiliser certains médias étrangers contre la Résistance iranienne afin de montrer que ce régime n'a pas d'alternative et qu'il vaut mieux trouver un accord avec lui.

Aujourd'hui plus personne ne peut dire que la théocratie en Iran est modérée. Mais certains cherchent de nouvelles justifications.

Ils disent : si le pouvoir à Téhéran est isolé, cela va favoriser son appareil de sécurité.

Ils disent : ne faites pas de pression sur ce régime parce que les mollahs vont augmenter leurs menaces contre les pays de la région.

Ils disent : si ce régime est renversé, il n'y a pas d'alternative et le scénario syrien va se répéter en Iran.

Et ils disent enfin : au lieu de faire preuve de fermeté face aux menaces de ce régime, il faut négocier.

Ceux qui donnent ces conseils, disent en fait qu'il faut accepter le chantage des mollahs. Ils s'opposent à la volonté du peuple iranien qui manifeste et demande un changement de régime. Ils veulent préserver ce régime.

Tout le monde a vu comment les mollahs ont profité de la chance politique et économique immense offerte par l'accord nucléaire de juillet 2015 pour développer la guerre en Syrie et au Yémen et pour intensifier la répression en Iran.

Une politique courageuse

Ces expériences catastrophiques doivent prendre fin. Il faut maintenant



tirer des conclusions :

- Il faut mettre fin à la politique de complaisance avec les mollahs.

- Ignorer la résistance va contre les intérêts du peuple iranien et prive la région et le monde de la solution au problème de l'Iran.

“ C’est une erreur de craindre un changement de régime. L’Iran ne va pas plonger dans le chaos. Au contraire, cela fera disparaître le principal obstacle au progrès de l’Iran et le principal facteur de guerre et de crises dans la région. ”

- Croire dans les investissements et le commerce avec l'Iran, revient à croire à des mirages. Même si les Etats-Unis étaient restés dans l'accord nucléaire, les entreprises européennes auraient été obligées de quitter l'Iran à cause de l'instabilité de ce régime.

- C'est une erreur de craindre un changement de régime par le peuple

iranien et sa résistance. Avec ce changement, l'Iran ne va pas plonger dans le chaos. Au contraire, cela fera disparaître le principal obstacle au progrès de l'Iran et le principal facteur de guerre et de crises dans la région.

C'est pourquoi, devant vous, représentants du peuple français, je demande au gouvernement français de prendre l'initiative d'une politique courageuse dans l'Union européenne. L'initiative que la France et l'UE se placent aux côtés du peuple iranien et de respecter sa lutte pour la liberté et la démocratie.

Il faut reconnaître le droit à la résistance des Iraniens pour renverser la tyrannie religieuse. C'est le message du soulèvement pour la liberté du peuple iranien et des unités de résistance.

Pour finir, je dois souligner que notre résistance, est responsable, unie, compétente et dotée d'un programme pour l'Iran de demain.

Avec le soutien de notre peuple, nous voulons instaurer une république fondée sur la séparation de la religion et de l'Etat, l'égalité des femmes et des hommes, l'abolition de la peine de mort, l'indépendance de la justice, l'autonomie des minorités ethniques, une politique étrangère fondée sur la coexistence pacifique et un Iran non nucléaire.



Si je suis à vos côtés Madame la Présidente, c'est parce que je suis Française. C'est parce qu'avant d'être une femme politique, je suis maman de quatre garçons qui sont libres, qui vivent leur capacité à la critique, parce que je suis une politique, que je suis libre dans l'opposition, ici, à l'Assemblée. Je suis dans l'UDI, le parti de Simone Veil, et je suis dans cette opposition constructive certes, mais je peux dire à l'Assemblée nationale et dans l'ensemble des institutions françaises ce que je pense. Je peux défendre les valeurs que j'incarne dans une totale liberté.

Je sais que c'est précieux parce que je

Sophie Auconie (UDI)

mesure ce que vit l'opposition dans cet Iran totalitaire. Je suis là aussi parce que je suis une femme et que je sais combien être une femme dans un certain nombre de pays et dans l'Iran totalitaire est une souffrance et une mise en danger supplémentaire. Je souhaite mettre à votre disposition et à la disposition de votre équipe ici en France et en Europe, mon énergie et mon engagement.

Je veux saluer l'ensemble de ceux qui vous entourent. Ils sont présents à l'Assemblée nationale et au Sénat plus que nous, matin, midi et soir. Ils sont à nos côtés et nous rappellent les enjeux de ce combat. Là où je dis qu'il y a une véritable cohérence dans votre combat, c'est que j'ai été parlementaire européenne de 2009 à 2014 et ils étaient déjà au Parlement européen matin, midi et soir, bravo !

Ce que je mesure c'est que petit à petit, ce gouvernement est de plus en plus mis au ban sur la scène internationale, de plus en plus critiqué et de moins en moins soutenu sur la scène internationale.

“Je sais combien être une femme dans l'Iran totalitaire est une souffrance.”

Ça signifie qu'aujourd'hui, chacune des actions que nous menons collectivement, participe à ce que la communauté internationale mette au ban ce type de comportement. Je pense que c'est une première réussite et qu'il faut que nous mesurions combien nous devons être encore plus courageux, ambitieux et engagés, parce que nous sommes dans un pays libre pour porter et incarner ce combat qui est le vôtre.

Je terminerai par une citation d'Antoine de Saint-Exupéry qui disait la pierre n'a pas d'autre ambition que d'être pierre, mais à collaborer, elle s'assemble et devient temple. Je suis très heureuse de mesurer combien ensemble, mais aussi au-delà de la France sur la scène internationale, nous sommes entraînés à repositionner le temple d'un Iran démocratique.



Nous sommes réunis à l'Assemblée nationale alors que les mollahs célèbrent à Téhéran le 40e anniversaire de la dictature religieuse. C'est en 1979 qu'a été mis fin au règne du chah qui avait fait de l'Iran un pays certes laïc et influent, mais aussi une dictature qui réprimait avec brutalité les manifestations populaires. Le soulèvement du peuple qui donna naissance à la République islamiste est devenu un amer souvenir. Car aujourd'hui l'économie est en crise, les institutions sont grippées, le pays est isolé sur la scène internationale et la jeunesse est désespérée,

Frédéric Reiss (LR)

comme j'ai pu le voir récemment dans un reportage de France Culture. Des jeunes qui ne travaillent plus pour trouver un emploi mais pour avoir un diplôme qu'ils n'arrivent malheureusement pas à valoriser. Comme l'a dit le président et tout à l'heure, avec la hausse du chômage c'est extrêmement difficile de leur promettre un avenir meilleur. On a vu depuis décembre 2017 de nombreuses manifestations où les Iraniens sont descendus dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol d'un régime totalitaire et appeler de leurs vœux un régime démocratique.

Chère Présidente, vous représentez aujourd'hui l'alternative pour un Iran libre. Vous comptez au sein de votre pays de nombreux soutiens. Vous êtes engagée pour défendre les droits de l'homme et de votre peuple et aussi pour défendre les libertés élémentaires qui sont aujourd'hui bafouées dans une dictature religieuse.

Depuis quelques mois le pari hasardeux du président américain Trump avec de

“Chère Présidente, vous représentez l'alternative pour un Iran libre.”

nouvelles sanctions bouleverser la situation énergétique et financière du pays. On a du mal à comprendre la stratégie européenne qui pense toujours aux vertus du dialogue. Mais peut-être qu'une initiative française permettra d'avancer sur le sujet puisque le danger du terrorisme est réel et l'accord de Vienne sur le nucléaire est menacé.

Cela fait quelques années que je soutiens le combat pour la liberté et la démocratie en Iran. D'autres Alsaciens l'ont fait avant moi, je pense à Émile Blessig ou Adrien Zeller. Votre combat de jadis est aujourd'hui soutenu par de nombreux Iraniens, de nombreuses femmes qui sont prêtes à prendre des risques pour mener à bout ce qu'il faut bien appeler la révolution iranienne. Le grand peuple iranien mérite d'aspirer à la paix, à la liberté et à la démocratie.



Sonia Krimi (LREM)

parfois quand on défend des causes commelavôtre, delibertairesd'idéalistes, de mondialistes, de naïfs. Non, on n'est pas naïf parce qu'on n'est pas dans la petite histoire, on n'est pas naïf parce qu'on est dans la grande histoire.

Qu'on écoute cet appel à plus de démocratie, à plus de partage. Jeneveux plus entendre parler de coopération mais plutôt de partenariat. On respecte les peuples et on ne va pas pousser à leur asservissement. Devrais partenariats avec les pays d'Afrique, des vrais partenariats avec tous les pays et que dans un pays où il y a une violation des droits de l'homme, qu'on soit capable de le dire.

Je tiens à remercier l'ensemble de mes collègues ici parce qu'en fin de compte, on porte la parole du peuple.

Je ne suis pas ministre, je ne suis pas secrétaire d'Etat, jenesuis pas obligé de faire le service diplomatique minimum. Donc comme je porte la parole du peuple, je souhaite qu'on commence à la porter très fort pour essayer un jour de ne plus se retrouver là, mais de faire cette belle réunion plutôt en Iran.

Donc vive la démocratie, vive les femmes, vive les peuples libres, vive la France et vive l'Iran !

“ Je sais ce que ça veut dire vivre et avoir peur et de ne pas pouvoir dire ce qu'on pense. ”

J'ai vécu dans un pays où je ne pouvais pas dire ce que je pense.

Je sais ce que ça veut dire vivre dans un régime policier, je sais ce que ça veut dire vivre et avoir peur et de ne pas pouvoir dire ce qu'on pense. Alors plein de personnes aujourd'hui nous taxent





Ingrid Betancourt

Pourquoi ? Parce que c'est un régime qui est au bord du gouffre, qui se sent déstabilisé, qui doit faire face tous les jours à des émeutes, à des grèves, à des soubresauts sociaux, à des résistances de la population contre la faim, contre le chômage.

Stratégie de désinformation

Mais c'est aussi et surtout une élimination morale. Je crois que dans nos pays de liberté d'expression, de réflexion, d'esprit critique, nous devons prendre nos cuirasses mentales, nos catégories de réflexion, pour faire face à une stratégie très pernicieuse de désinformation, de manipulation, de calomnies, de fake news, de diabolisation en vue de justement nous faire croire à nous tous, qui sommes des citoyens libres, que pour notre intérêt, il vaut mieux composer avec la dictature des mollahs.

“Une stratégie très pernicieuse de désinformation. Souvent une seule personne suffit pour mettre en mouvement ces calomnies qui vont faire germer le doute contre la Résistance iranienne.”

Je dis cela parce que depuis longtemps je suis sensible à la présence de ces lobbys qui essaient de nous faire croire qu'on n'a pas le droit de parler, que si l'on parle on est en risque physique de payer les conséquences de nos paroles, que l'on va être accusés de toutes sortes de choses, parce que nous avons la possibilité de dire ce que nous pensons.

Souvent je me suis rendu compte qu'il suffit d'une seule personne, dans des entités, que ce soient dans des organisations internationales, que ce soit dans les médias, que ce soit même dans les parlements, une seule personne suffit pour mettre en mouvement ce poison, ces calomnies qui vont faire germer le doute, et qui en faisant germer le doute, vont

nous enlever ce qui est la force de toute résistance, c'est-à-dire l'espoir, grâce à la vérité, grâce à l'absolue certitude que l'on défend ce qui doit être défendu, que l'on est dans le vrai.

Une diplomatie du terrorisme

Il y a un constat à faire : dans le régime iranien, la diplomatie fait partie d'un système de mise en place d'actions terroristes. Ce ne sont pas des roues libres, des individus occasionnels qui de façon individuelle seraient coupables de machination qui n'aurait pas de sens dans une stratégie globale. Non, il s'agit d'une politique nationale du régime des mollahs, qui est celle d'utiliser tous les moyens, dont le terrorisme, pour faire face à ce qu'ils craignent le plus : la possibilité d'un changement de régime.

C'est aussi le constat de la France, du Quai d'Orsay, du gouvernement du président Macron qui a tenu à prendre position avec l'Union européenne pour sanctionner le ministère du Renseignement iranien, euphémisme évidemment puisqu'on ne peut pas sanctionner un ministère sans immédiatement montrer du doigt les leaders de ce gouvernement, et donc depuis Khamenei en passant par Rohani et tout le système de cette dictature corrompue.

Ce terrorisme a deux volets. Un volet dur, celui de tuer. Un volet doux, celui de désinformer. Alors première désinformation : on dit il n'y a pas de possibilité de faire une transition vers une démocratie. Évidemment c'est faux, puisque nous comptons avec le Conseil national de la Résistance iranienne, qui est un parlement en exil, de 500 membres élus démocratiquement, qui de leurs voix ont élu majoritairement Mme Radjavi pour être la présidente intérimaire de cet Iran que nous espérons. Donc il n'y a pas de vide de pouvoir. Il n'y a pas de chaos.

Une relève démocratique

Il y a une structure démocratique mise en place pour permettre aux Iraniens d'avoir des élections libres qui leur permettront de construire une démocratie selon les

Nous étions avec Mme de Vaucouleurs et M. Gosselin il y a quelques mois de cela à Villepinte. Nous venions parler de cet engagement que nous avons pour un Iran libre. Nous avons su par la suite qu'il y avait eu un attentat pour tuer Mme Radjavi et nous serions tous morts au passage.

Pourquoi un attentat à Villepinte ?

La question que nous devons nous poser est bien sûr pourquoi ? Pourquoi un attentat dans les conditions dans lesquelles cela s'est fait ? Quel est le but de faire disparaître Mme Radjavi, de faire disparaître le Conseil national de la Résistance iranienne, de nous faire disparaître nous tous qui soutenons la possibilité d'un Iran démocratique et libre ?

Je crois que la réponse est simple, mais parfois il faut la rappeler : les mollahs veulent convaincre le monde qu'il n'y a qu'un interlocuteur viable en Iran et que c'est eux, que tout autre possibilité, que tout autre option n'existe pas et que sans eux, ce serait vouer l'Iran au chaos.

Sachant combien la communauté internationale est frileuse face à la possibilité qu'un pays comme l'Iran – avec ses ressources et sa position stratégique – tombe dans une espèce de révolutions sans aucun sens. Elle tient à faire valoir qu'il vaut mieux eux [les mollahs] dans cette dictature, dans cette horreur pour 80 millions d'Iraniens, que la possibilité d'un changement.

Alors élimination physique, évidemment élimination de l'espoir.

“Maryam Radjavi est devenue le visage visible de la résistance aux mollahs. Je comprends leur énervement de penser que ce sera une femme qui fera la transition de leur régime misogynie, dictatorial et terroriste vers une transition démocratique et pluraliste.”

basés d'un programme que Mme Radjavi depuis des années répète sans se lasser, une démocratie séculaire, où les droits de l'homme seront respectés. Un Iran de paix qui cherchera la paix et non pas avec des ambitions d'armes nucléaires et qui sera aussi pour nous les femmes, un Iran respectueux des droits des êtres humains, avec une égalité entre les hommes et les femmes, que nous voyons tous les jours à travers l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran dont les femmes ont un rôle central, passivement des discours, nous le voyons dans la façon dont cette organisation travaille.

Un consensus américain

Il est vrai que le président Trump est un allié de cette cause, heureusement ; je trouve que c'est une des choses qu'il fait bien. Mais il faut dire que cette cause compte avec le consensus de toutes les forces américaines. Quand on voit le spectre politique américain, que ce soit Nancy Pelosi jusqu'à Rudy Giuliani qui travaille avec M. Trump, en passant par M. Kennedy, M. Torricelli et d'autres démocrates en vue ayant été parlementaires aux États-Unis, que l'on aille aussi à John Bolton, ils sont tous d'accord sur le fait qu'il y a aujourd'hui une alternative à la dictature des ayatollahs et cette alternative à un nom, elle s'appelle Mme Radjavi.

Je voudrais mettre simplement cette pluralité en perspective, que vous avez ici au CPID. En France, toutes les forces sont aussi présentes dans ce Comité parlementaire pour un Iran démocratique, et c'est une preuve que cette désinformation n'a pas de base, n'a pas de prise.

Maryam Radjavi

Qui est Mme Radjavi ? C'est d'abord une femme qui s'est battue très jeune contre le régime du chah d'Iran. Elle a commencé sa lutte pour la démocratie il y a très longtemps. C'est aussi une femme qui a perdu nombre de membres de sa famille, qui est devenue le visage visible de cette résistance aux ayatollahs, d'une façon que je trouve assez exceptionnelle. Je comprends l'énervement et la vexation que peut subir le régime des mollahs, de penser que ce sera une femme qui fera la transition de leur régime misogynie, dictatorial, cruel et terroriste vers une transition démocratique, pluraliste en Iran.

Culte de la personnalité, entendons-nous dire aussi contre Mme Radjavi. Lorsque je suis revenu de captivité, j'ai été aidé psychologiquement parce que ce n'était pas facile de revenir après tant d'années dans un monde qui avait changé.

Le professionnel qui m'aidait à un moment donné, m'a expliqué qu'en général les critiques qui sont faites révèlent bien plus de celui qui émet les critiques que de celui qui est critiqué. Parce qu'il y a un processus psychologique qui est celui de vouloir cacher ce que l'on est en accusant l'autre de ce qu'on n'a pas envie de révéler de soi-même. Pour moi c'est une catégorie de réflexion qui m'aide beaucoup à comprendre ce genre de pressions idéologiques. Parler d'un culte de la personnalité lorsqu'on connaît Mme Radjavi, ça fait rire. Par contre parler du culte de la personnalité des mollahs, c'est quelque chose de tellement évident, on n'a pas véritablement besoin de l'expliquer.

Beaucoup de choses ont changé depuis des années. Aujourd'hui, l'OMPI est un mouvement reconnu qui a été enlevé des listes d'organisation terroriste des pays européens, des États-Unis, et qui avait été inclus dans cette liste terroriste comme échange et tractations de gouvernements

“ Nous pouvons faire face à ce genre de désinformation puisque que l'OMPI est véritablement reconnue comme un mouvement démocratique et respectable.”

passés pour obtenir de l'Iran des bénéfices économiques. Heureusement que dans nos pays il y a la justice. Heureusement qu'à travers la justice, on peut faire face à ce genre de manipulation.

Aujourd'hui nous savons que nous pouvons faire face à ce genre de désinformation puisque que l'OMPI est véritablement reconnue comme un mouvement démocratique et un mouvement respectable. Les choses ont changé. Aujourd'hui les terroristes, ce sont les diplomates iraniens, ce ne sont plus les membres du Conseil national de la Résistance. Les choses ont changé. Aujourd'hui la presse parle de ce qui se passe en Iran. Il y a cinq ans, avec le même nombre d'exécutions, les mêmes exactions du gouvernement iranien, tout était passé sous silence. Aujourd'hui, nous l'avons vu, les syndicats aussi se mobilisent. Nous avons eu le 11 février de cette année, pour la commémoration des 40 ans du régime iranien, une lettre de personnalités françaises.

Poser les bonnes questions

Et donc mon appel aujourd'hui à vous tous, élus français, voix du peuple de France, en sachant la façon dont vous m'avez protégée, dont vous vous êtes engagés pour moi, et l'effet que cela a eu sur ma vie et sur ma liberté, je vous appelle à être la voix du peuple iranien. À être cette voix qui questionne, qui pose les bonnes questions. Je me félicite par exemple, que dans un communiqué que j'ai lu, Michèle de Vaucouleurs, vous avez regretté le fait qu'un groupe de parlementaires soit allé en Iran et n'ait pas posé des questions sur par exemple l'attentat de Villepinte, alors que ça s'était fait quelques jours auparavant. Qu'il n'y ait pas eu de mise en cause de exécutions sommaires en Iran, des incarcérations de travailleurs, de journalistes, de femmes en Iran. Je vous demande donc à vous qui parlez au nom des Français, de prendre la voix du peuple français pour poser les bonnes questions, celles de dire : jusqu'à quand allons-nous continuer de croire que notre seul interlocuteur légitime est la tyrannie des mollahs ? Nous avons aujourd'hui la possibilité de compter sur cette femme extraordinaire, mon amie, Mme Radjavi, qui est là pour faire cette transition. Posons les bonnes questions.



Sid Ahmed Ghazali, ancien premier ministre algérien

hégémonique. Ce n'est pas un procès d'intention que je fais au régime des mollahs puisque c'est inscrit dans leur Constitution. Il est inscrit que l'un de ses objectifs, c'est la propagation à travers le monde musulman de la révolution islamique et qu'ils ont vocation à diriger tout le monde arabo islamique. On peut considérer comme légitime cette vocation à exercer le califat sur le monde musulman, mais ce sont les moyens qui sont contestables.

Les mollahs ont décidé d'arriver à cet objectif par une seule voie, pas par le rayonnement de l'Iran, ni par le rayonnement économique, mais par la voie de la déstabilisation dans la région.

Donc on n'insistera jamais assez sur la liaison entre la cause que défend la Résistance iranienne, c'est à dire la démocratie et de la justice passe seulement pour le peuple iranien mais pour l'ensemble de la région, et pas seulement pour le Moyen-Orient mais pour le monde, parce que tout ce qui se

passer en Iran ne peut laisser indifférents les Européens.

L'Europe est concernée directement, rien ne se passe dans notre région de mal ou de bien qui ne puisse se répercuter en temps réel sur l'Europe. Donc l'enjeu n'est pas seulement iranien. La cause iranienne ne concerne pas uniquement le peuple iranien, c'est une cause qui travaille pour la paix, la justice et la stabilité dans le monde entier.

La deuxième chose à dire, c'est que ce peuple est oublié dans une épouvantable conspiration du silence. En quarante ans de révolution islamique, il y a eu 120 000 militants politiques iraniens qui auraient été exécutés et pour la première fois, on en parle dans un rapport de l'ONU en 2018.

“Les mollahs ont une volonté hégémonique qui passe par la destabilisation de la région.”

La problématique iranienne est tout le temps assimilée à des histoires de bombe nucléaire et d'échanges commerciaux. Comme si le peuple iranien n'existait pas. Or l'enjeu est double. Il ne faut pas oublier que le peuple iranien a été soumis à une dictature horrible du temps du chah, qui malheureusement avec ce qu'on appelle la révolution dite islamique, est tombée dans une tyrannie encore plus cruelle, une dictature religieuse.

La dictature religieuse a une idéologie



Tahar Boumedra, juriste, ancien expert de l'ONU pour les droits humains

internationale de cette question.

Après plus de 30 ans maintenant, ce massacre n'a jamais été condamné comme il le fallait. Et personne n'a été jugé à propos de ce massacre. Et la génération des mollahs qui ont perpétré ce massacre, se trouve aujourd'hui aux commandes du régime iranien. Nous avons publié deux rapports, avec tous les détails, et nous avons même nommé les gens suspectés d'avoir commis ce crime. Il y a plus de 70 personnes dans le rapport que nous avons publié. Et en tête de liste dans ce

rapport, on retrouve l'ancien ministre de la Justice dans le gouvernement Mostapha Pour-Mohammadi, et même un candidat à la présidence iranienne en 2017 Ibrahim Raïssi. Une génération qui a massacré le peuple iranien et se trouve encore là aujourd'hui. Ils ont terrorisé leur peuple, ils ont terrorisé le Moyen-Orient, et aujourd'hui, ils exploitent le terrorisme ici-même en Europe. Donc on voudrait, faire appel à l'ONU pour lancer une enquête indépendante. Nous devons insister auprès de l'ONU de dépêcher une commission d'enquête indépendante pour que justice soit faite.

Je lance également un appel aux honorables membres de cette Assemblée afin qu'ils se joignent aux appels demandant à l'ONU de faire une enquête indépendante sur les 30.000 massacrés dans les prisons politiques en Iran.

“J'appelle l'ONU à lancer une enquête sur le massacre de 1988 en Iran.”

Je vais passer à des questions pratiques au nom des familles des victimes du massacre de 1988 réunies au sein d'une association de droit britannique qui s'appelle Justice pour les victimes des massacres de prisonniers politiques de 1988 en Iran, JVMI. Ces massacres ont été soulevés par en août 1988 par le rapporteur spécial pour la situation des droits de l'Homme en Iran qui était conscient de ce qui se passait dans les prisons iraniennes. Mais le régime des mollahs a réussi à dévier l'attention



François Colcombet, ancien député et magistrat

Je suis né avant la dernière guerre, sur la ligne de démarcation à Vichy. J'ai voté la Constitution de 1958 celle de 1962. Ma génération était celle qui faisait la guerre en Algérie, qui était confrontée à des situations très différentes de celles que connaissent les jeunes actuellement. Ce qui fait qu'à la fois, j'ai acquis une certaine expérience et une certaine prudence vis-à-vis des faits.

Je sais que la catastrophe peut toujours arriver et quand je vois la situation de pays sympathique comme l'Iran, des pays qui ont tout pour être heureux, un beau territoire, une belle histoire, un territoire riche, une culture, et qui arrivent à faire leur malheur pendant une grande durée, je me rends compte que le bonheur n'est pas inscrit dans les faits et qu'il faut se battre constamment.

Je reste attaché à ce mouvement, parce qu'il réalise quelque chose qui est intéressant pour l'Iran, mais aussi pour mon pays.

Hier j'étais dans une réunion qui se penchait sur la situation de l'Irak et notamment sur le retour des communautés minoritaires dans leurs anciens territoires qui a été détruit, les archives ont été brûlées. Qu'est-ce qu'on découvre en Irak ? On découvre que le gouvernement américain n'a raté jamais une bêtise – je suis un vieux gaulliste qui s'est toujours beaucoup méfié des Etats-Unis. En Irak, Bush a remis pratiquement le pays aux Iraniens et le pouvoir iranien est en train d'appliquer une espèce de terrorisme qui n'existait pas dans ce pays, notamment en détruisant les communautés minoritaires et en imposant la majorité proche de l'Iran.

Une politique cohérente

Il faut que la France définisse sa politique à elle, en accord avec l'Europe. Il faut que l'Europe avec le Royaume-Uni et avec beaucoup d'autres pays aient une politique cohérente à l'égard de l'Iran.

“Le programme que vous proposez, Mme la Présidente, c'est le régime idéal, une raison de plus pour vous faire confiance.”

C'est dire que la possibilité d'une sortie de ces massacres [des prisonniers politiques] par un procès à ce pays ne sont juridiquement pas possibles sauf si l'ONU modifiait le traité qui a créé la CPI. Il faut l'exprimer pour que les gens de bonne volonté à travers le monde sachent que c'est une piste qu'il faut faire.

Je pense que l'avenir passe par le droit, pas par de nouvelles guerres. Il passe par le fait que les Iraniens reprennent leur destin en main et qu'on les soutienne. Il faut leur donner la force, il faut les reconnaître.

J'ai un long compagnonnage avec vous, Madame [Radjavi] et avec vous mes dames et messieurs. Je vous ai peu à peu connu, j'ai discuté, beaucoup, avec vous. Nous avons parlé de religion quelquefois et nous en arrivions à dire que si Dieu existait, c'était probablement le même pour tous et que beaucoup de choses qui nous séparaient avaient été rajoutées par les hommes, qu'on pouvait les mettre entre parenthèses et retenir l'essentiel.

J'ai écouté vraiment avec beaucoup d'émotion, Madame la Présidente, votre programme réduit vraiment à ce qu'il doit être, ce qui doit être martelé. Ce que vous proposez, c'est le régime idéal, une raison de plus pour vous faire confiance.

Vive l'Iran libre ! Vive l'Iran que vous allez bientôt nous permettre de visiter !





Maryam Radjavi, Présidente élue du CNRI, accueillie à l'Assemblée nationale par (de g. à d.) André Chassaigne, Hervé Saulignac, Cyrille Isaac-Sibille, Frédéric Reiss, Sid Ahmed Gozali, Sophie Auconie, Sonia Krimi, Ingrid Betancourt et Mohammad Mohadessine.



Comité parlementaire pour un Iran démocratique